



Chers membres de l'association nationale des forces aériennes stratégiques,

En cette période de réflexion sur le renouvellement des moyens constituant les forces nucléaires françaises et de rapide évolution de la donne géopolitique internationale caractérisée, entre autres, par le retour des États-puissance, il semble judicieux de se remémorer quelques principes fondamentaux de la relation étroite, voire bijective, entre l'arme aérienne et le fait nucléaire.

Le texte d'une conférence prononcée, il y a plus de dix ans, pourrait caractériser cette relation particulière.

Le vecteur aérien nucléaire constitue une arme de choix au service de la paix ; une arme crédible en dissuasion car un jour elle a démontré ses effets dans une action de coercition. Cette arme visible et démonstrative offre des capacités de flexibilité de planification et de réversibilité opérationnelle. C'est, pour la France depuis 1964, la première arme de souveraineté garantissant autonomie stratégique et liberté d'action conventionnelle. Ses avions de combat présentant des critères de polyvalence, apportent une capacité d'action conventionnelle offensive et de prévention dans le cadre des missions de renseignement ou de sûreté du territoire.

C'est aussi pour nos alliés une arme de solidarité dans le cadre de l'OTAN.

Pour un coût relatif « modeste », actuellement de l'ordre de 7% (1) des crédits consacrés à la dissuasion, le décideur politique dispose d'une arme polyvalente de choix pour faire face aux situations complexes imposées par le contexte stratégique présent et futur.

À travers les différentes déclarations et des diverses réflexions des années 2000, nous nous apercevons qu'un certain nombre de qualités attribuées à l'arme aérienne sont invariantes : précision, souplesse, réversibilité, flexibilité, « démonstrativité », visibilité.

Ces qualités sont fondamentales à l'exercice de la dissuasion : il faut « parler » afin de se faire comprendre pour éviter toute méprise de l'adversaire.

Cette visibilité, en adéquation totale avec le discours politique, permet lors d'une crise majeure de repousser au plus loin la ligne de rupture qui ferait passer de l'exercice de la dissuasion à l'apocalypse.

La mission de dissuasion fut dès son origine l'« intimidation ». Pour intimider de façon crédible, il faut être capable, au moment choisi, de lever toute ambiguïté sur ses intentions. C'est bien tout le sens que prend l'expression « *exercer au quotidien la dissuasion* », en respect complet de ce que préconisait le général de Gaulle, lors d'un entretien avec son gendre le général de Boissieu, sur les moyens nucléaires : « *à quoi bon perfectionner l'apocalypse, il vaut mieux faire l'effort sur ce qui se passerait avant* ».

Très bonne lecture de ce nouvel ANFAS Cont@ct

NDLR : Audition du général Denis Mercier, chef d'état-major de l'armée de l'air, sur la dissuasion nucléaire (mardi 15 avril 2014) :

«... sur les dix prochaines années, l'investissement à consentir au profit de la composante aéroportée ne représente que 7 % du budget de la dissuasion, pourcentage qui intègre notamment le MCO des appareils utilisés aussi à d'autres missions. En ne retenant que la part propre au nucléaire stricto sensu, l'effort ne représente que 3,5 % du budget de la dissuasion. »

Discours du général d'armée Pierre de Villiers
Vœux aux associations
École militaire, le 30 janvier 2017

Messieurs les présidents, Chers anciens,
Mesdames et messieurs, Chers amis,

C'est pour moi un grand plaisir de vous retrouver, en ce début d'année, pour vous présenter mes meilleurs vœux pour 2017. Des difficultés d'agenda m'ont contraint à faire glisser ce rendez-vous à l'avant-dernier jour de janvier. Il n'est jamais trop tard !

Certes, mon temps est compté mais vous comptez davantage car, par vos activités et votre investissement, vous faites corps avec notre belle communauté militaire.

Je suis, donc, particulièrement heureux de vous recevoir et il n'aurait jamais été question d'y surseoir. D'autres « vœux » ont pu en faire les frais, mais pas ceux que j'estime vous devoir.

Au-delà du plaisir que j'ai à y retrouver certains d'entre vous, c'est, avant tout, pour moi une occasion de vous témoigner la vive reconnaissance de notre institution militaire pour tout ce que vous faites pour elle.

Les associations que vous représentez agissent pour les militaires, des trois armées, des directions et des services, – d'active comme de réserve – ainsi que pour leurs familles, que ce soit dans les domaines sociaux, culturels, mémoriels, ou plus largement de l'entraide. La diversité de notre tissu associatif et sa vitalité illustrent la variété de nos horizons, la richesse de nos valeurs et la solidité de ce que nous sommes.

Votre engagement complet et soutient celui de nos militaires. C'est fondamental ! Vous le savez, être militaire, c'est bien plus qu'un métier. C'est un état qui demande beaucoup. Parfois, il demande tout.

- Porter les armes de la Nation, c'est avant tout **servir**. Notre engagement se traduit par l'acceptation d'exigences fortes, exorbitantes de ce qui est communément accepté ailleurs : la disponibilité, la primauté absolue de l'exécution de la mission, l'abnégation, l'acceptation du risque. Ces exigences rejaillissent, pour certaines d'entre elles, sur nos familles qui méritent toute notre reconnaissance et toute notre attention.
- Être militaire, c'est aussi cultiver un certain nombre de **valeurs**.

Elles font notre force et modèlent notre état d'esprit ; je pense, ici, au désintéressement, au courage, à l'humanité, à la fraternité et à notre attachement viscéral à la Patrie.

Non seulement vous vous retrouvez dans cet engagement et dans ces valeurs, mais **vous les faites vivre ; avec nous, à nos côtés**. Cette grande famille militaire, vous en faites pleinement partie. Elle est riche de multiples facettes mais organisée de manière cohérente autour de l'essentiel. Notre communauté militaire n'exclut pas, elle rassemble ; des anciens combattants, jusqu'à nos plus jeunes engagés, en passant par nos familles et, bien sûr, nos blessés. La dimension collective prime sur les intérêts individuels ; elle s'appuie sur la cohésion – notre marque de fabrique – qui prend le nom d'esprit de corps ou d'esprit d'équipage et repousse, au loin, tout corporatisme étriqué et égocentré.

Je compte pour cela sur votre **soutien** dans les difficultés qui font le quotidien de nos armées. Ce soutien constant, sincère et ferme, je vous le demande avec force ; il m'est indispensable pour décupler mes forces et les concentrer sur les enjeux des armées – et ils sont nombreux – .

Les choix qui seront faits, cette année, seront **révélateurs des ambitions du pays**, pour les années à venir. Ils conditionneront l'adaptation de la réponse et sa pérennité.

Dans ce contexte particulier, faisons en sorte que notre cohésion ne soit pas qu'une posture moralement confortable, tournée vers le passé, mais une réalité agissante pour le présent et l'avenir : **unissons nos forces pour le succès des armes de la France ; c'est le vœu que j'exprime pour 2017 !**

Et pour que vous puissiez parfaitement comprendre mes préoccupations et relayer, en toute nuance et vérité, les combats que je mène, je voudrais maintenant vous parler de nos armées et des défis qui sont devant nous.

J'articulerai mon propos d'une petite trentaine de minutes, en deux temps :

- Je reviendrai, d'abord, sur le contexte sécuritaire actuel, tel que je l'analyse, en développant le **cadre de notre action** et en évoquant les **opérations** conduites par les armées françaises ;
- puis, dans un deuxième temps, je vous livrerai mes réflexions sur les **grands axes d'effort** qui structureront nos travaux cette année.

Pour commencer donc : le contexte sécuritaire

L'actualité s'en fait l'écho jour après jour : la sécurité se dégrade. Cette dégradation s'est même accélérée ces derniers mois et l'état du monde est totalement différent de ce qu'il était il y a trois ans, au moment de ma prise de fonction.

En réalité, nous faisons face à deux types de conflictualité :

- d'une part, je vous l'ai dit, nous sommes confrontés à l'émergence du **terrorisme islamiste radical**, une idéologie servie par une stratégie totale qui lui permet de porter la violence dans tous les champs : matériels et immatériels, religieux, politiques, sociétaux, culturels, économiques et, bien sûr, militaires ; que ce soit dans les zones grises ou au cœur du territoire national.
- d'autre part, nous assistons au retour des **États-puissances**, traditionnels ou émergents, dont certains visent, par la surenchère, à étendre leur influence par la mise en œuvre d'une stratégie qui repose sur le rapport de force et le fait accompli.

Ces deux grands types de conflictualité sont, certes distincts, mais non disjoints. Il existe, entre eux, non seulement des lieux – je pense évidemment au Levant ou à la Méditerranée – mais aussi des liens et des ressorts communs qui ne doivent pas être ignorés et que je souhaite souligner devant vous, au travers de deux observations :

1^{er} observation : Ce que j'appelle les « 4D ». Ce sont quatre mots qui commencent par « D » ; quatre tendances structurantes de nos engagements militaires actuels. Structurantes, en ce sens qu'on les retrouve dans les deux types de conflictualité et qu'elles doivent être, impérativement, prises en compte dans la réponse que nous apportons et que nous continuons à faire évoluer.

1^{er} tendance : le durcissement. Sur le terrain de leurs opérations respectives, les forces armées sont aujourd'hui confrontées à l'usage très fréquent, presque systématique, de la violence. Pour l'avenir, les contestations d'accès et les entraves à la liberté d'action devraient continuer à se multiplier. Face au durcissement, seule la force peut faire reculer la violence. Tous les matins, quand je lis le point de situation des dernières vingt-quatre heures, je relève pas moins de quatre à cinq attentats, causant des dizaines de morts sur tous les continents ; mais je relève, également, sur ces derniers mois, une hausse des provocations de certains États-puissance qui n'hésitent pas à tutoyer la ligne rouge. Il y a un réel durcissement.

2^e tendance : la dispersion. Aujourd'hui, les opérations extérieures sont menées dans des zones géographiquement éloignées de la métropole et distantes les unes des autres. La dispersion des zones d'interventions et les élongations inter et intra-théâtres rendent primordiales les capacités de projection, de commandement et de renseignement. C'est, entre autres, pour cette raison que les coopérations entre pays, en particulier entre pays d'une même zone géographique, sont si importantes. Je rappelle que dans la bande sahélo-saharienne, notre opération Barkhane s'étire sur une zone de 4 000 km de front et de plus de 1 000 km de profondeur.

3^e tendance : la digitalisation. La technologie digitale est au cœur de nos sociétés, de nos systèmes et de nos outils militaires. Elle est considérée par nos adversaires comme un facteur de supériorité opérationnelle et stratégique, y compris pour gagner la guerre des perceptions. Elle permet, ainsi, à Daesh d'être, au même moment, ici et là-bas, en instantané. Depuis 2008, la France s'est lancée dans la guerre numérique. Nous sommes sur la bonne voie, avec une vraie dynamique, comme en atteste l'inauguration du pôle d'excellence Cyber, le mois dernier, en Bretagne, et la création, en cours, du commandement Cyber, aux ordres du CEMA.

Enfin, 4^e tendance : la durée. La phase militaire de la majorité des engagements extérieurs s'étire, désormais souvent, sur au moins une quinzaine d'années. Ces « engagements qui durent » engendrent une usure accélérée des ressources humaines et matérielles. En réalité, nous devons conjuguer la durée des engagements et le rétrécissement du temps dans la capacité de réaction. « Plus de durée, moins de délais ».

Ces tendances, que l'on retrouve dans nos engagements actuels, sont la traduction sécuritaire d'une évolution plus profonde : celle de l'état du monde. Il y a, aujourd'hui, une multitude de questions non résolues, comme l'adaptation de l'Europe post-Brexit, la place qui sera faite à l'OTAN par la nouvelle administration américaine, le devenir de la relation avec la Russie, le positionnement et le rôle de la Turquie, la nature des relations avec le monde musulman, sunnite comme chiite, ou la question du nucléaire.

Je m'arrête là, sans souci d'exhaustivité. Je ne sais pas si le monde est plus dangereux. Il est, en tous cas, plus instable et plus incertain. Ce qui m'amène, naturellement, à ma deuxième observation.

2^e observation : l'ambiguïté s'ajoute, aujourd'hui, à l'incertitude.

L'incertitude, c'est reconnaître une place au doute. Et pour le chef militaire il est indispensable de « *cultiver l'imagination du doute* », pour se départir de toute certitude.

Mais avec l'ambiguïté à grande échelle, nous basculons dans autre chose. Les lignes de partage sont de plus en plus floues ; les exemples ne manquent pas. Je pense aux bornes qui délimitaient, jadis, non seulement les frontières des Etats mais aussi la rationalité politique et l'irrationalité de l'émotion ; le temps politique et le temps médiatique ; l'état de guerre et l'état de paix ; la guerre régulière et la guerre irrégulière ; ou encore, la sécurité intérieure et la sécurité extérieure...

L'ambiguïté engendre la confusion. Elle complique considérablement la tâche du décideur qu'il soit chef militaire ou responsable politique.

Face à cette complexité, nous devons résister à la tentation de la paralysie ou à celle de la reproduction de schémas connus. Nous devons, aussi, éviter la division, qui ne peut que servir ceux qui ne nous veulent pas que du bien.

La division conduit à la défaite ; le rassemblement de toutes les forces vives, riches de leurs complémentarités, est à l'inverse le plus sûr chemin vers la victoire.

C'est ce que nos armées expérimentent, jour après jour, en mission et en opérations, en cultivant un esprit interarmées et une capacité à travailler dans un environnement complexe et multinational.

Sur le chapitre des opérations, la véritable raison d'être des armées, je souhaite vous dire quelques mots.

En 2015 puis en 2016, nos armées ont été sollicitées, sur tous les fronts et à un niveau inédit depuis plus de cinquante ans. A l'heure où je vous parle, plus de 30 000 soldats sont en posture opérationnelle, à l'intérieur et à l'extérieur de nos frontières, de jour comme de nuit.

Vous le savez, l'engagement de nos armées passe par la **dissuasion nucléaire**, qui sanctuarise nos intérêts vitaux. Il passe également par les deux **postures permanentes** :

- la posture permanente de sûreté aérienne qui garantit le respect de la souveraineté de la France dans son espace aérien.
- et, la posture permanente de sauvegarde maritime qui concourt directement à la protection des approches du territoire, dans un milieu où l'activité des Etats-puissances est croissante et où la pression des flux liés aux migrations, aux trafics et au terrorisme se fait plus pressante, en Méditerranée, notamment.

L'engagement de nos armées se concrétise, enfin et de manière plus visible, en **opérations**. Je me limiterai à quelques considérations pour chacune de nos zones d'engagement.

- S'agissant, d'abord, du **théâtre national** il faut comprendre qu'il s'agit d'une stratégie globale de protection contre des menaces dont la réalité se fait sentir, chaque jour, davantage. Je viens d'évoquer

les postures permanentes. Il faut y ajouter, également, tous les efforts que nous déployons dans l'espace, le domaine cyber – que j'ai évoqué plus haut – ou encore pour la protection de nos emprises militaires, particulièrement menacées.

L'opération Sentinelle est, également, emblématique de la participation active et permanente des armées françaises à la protection de la France et des Français. Face à une menace évolutive, notre réponse s'est adaptée. Ainsi, à la fin de la période estivale de l'année 2016, nous avons fait trois progrès essentiels pour l'opération Sentinelle :

- nous sommes **redescendus à 7 000 hommes** ;
- nous avons **rééquilibré notre dispositif à 50-50 entre Paris et la province** ;
- et surtout, nous avons **abandonné la posture statique**, héritée de Vigipirate. Désormais, la quasi-totalité de nos forces patrouille en dynamique.

Il nous reste encore du chemin à parcourir en termes de partage de renseignement avec les FSI, notamment. Mais nous avançons dans la bonne direction. Nous parlons, désormais, en termes de mission et non plus d'effectifs, par exemple. Sentinelle est bien une opération militaire, conduite selon notre logique d'obtenir des effets par la mise en œuvre de moyens et de savoir-faire spécifiques. C'est une mission et non pas un besoin en effectifs.

Les arguments de contingence, que certains irréductibles avancent encore pour critiquer le déploiement des armées sur le territoire national, ne résistent pas au principe qui exige que nos armées protègent les Français là où ils se trouvent. Autrement, c'est un autre code de la défense et une autre défense nationale. On peut regretter la situation actuelle ; on ne peut pas la contester.

D'autant que, dans le même temps, parce que le continuum entre sécurité intérieure et sécurité extérieure n'a peut-être jamais été aussi fort, nos armées sont, également, engagées au plus loin.

S'agissant d'abord, de la BSS, nous sommes à un **moment charnière**.

Je me suis rendu deux fois, coup sur coup, ces dernières semaines sur ce théâtre où nous agissons comme leader ; au Niger, à l'occasion de Noël, puis au Mali, avec le Président de la République, il y a tout juste quinze jours, et enfin au Burkina Faso, pour y rencontrer mon nouvel homologue.

Nous avons achevé, fin décembre, une phase d'effort militaire dans le Nord-Mali. Au bilan, en 2016, 150 combattants ont été neutralisés et plus de 120 opérations ont été conduites avec les pays partenaires.

Nous entrons, en ce moment, dans une nouvelle phase pour capitaliser sur les succès militaires enregistrés. Car il faut bien comprendre que ces derniers n'auront d'effets durables que s'il existe une volonté politique forte des acteurs locaux de les exploiter pour mettre en œuvre les accords de paix et de réconciliation, signés à Alger. C'est pourquoi nous mettons en œuvre une stratégie de *containment* au Nord, tout en travaillant à la stabilisation du centre, sur la base d'une coopération renforcée avec l'armée malienne.

La conservation de l'initiative passe désormais par un soutien à la MINUSMA et une aide, en termes de formation et de renseignement, à l'ensemble des pays voisins au moment où les groupes terroristes tentent de saboter, par tous les moyens, le processus de paix et de réconciliation, comme à Gao, la semaine dernière.

- Quelques mots également sur le Levant. Le combat contre Daesh continue dans le cadre de la coalition. Le groupe aéronaval y a contribué de manière déterminante, jusqu'au mois dernier, en complément du formidable travail que réalisent nos avions de l'armée de l'air, depuis plus de deux ans maintenant. Au sol, un groupement tactique artillerie complète notre dispositif en fournissant un appui-feu pour l'opération de reconquête de Mossoul des forces irakiennes. 45% de la ville a été libérée de l'emprise de Daesh. Mais l'opération est délicate et nécessite du temps en raison des précautions que nous prenons vis-à-vis des populations civiles.

La question de l'après-Daesh demeure entière ; elle pâtit de l'absence de vision stratégique commune sur les perspectives en matière de gouvernance et de développement. « Gagner la guerre ne suffit pas à gagner la paix ».

Notre présence au Liban et en Jordanie est, de ce point de vue, essentielle pour construire une réponse obéissant à une dynamique d'ensemble.

Voilà ce que je voulais vous dire sur les opérations et plus largement sur le contexte sécuritaire actuel. J'ai, en effet, jugé utile de ne pas me limiter à un simple bilan de l'année écoulée.

C'est dans le même esprit que j'aborde ma deuxième partie consacrée aux axes d'efforts qui, selon moi, doivent nous garantir le succès opérationnel, guidé par cette conviction qu'on ne choisit pas son époque mais qu'on l'épouse !

J'aborde l'année 2017 avec une **stratégie claire et ambitieuse**. Elle vise un objectif précis. Elle obéit à une méthode. Elle exige une mobilisation.

Pour commencer, donc : l'objectif à atteindre

Avant toute autre considération, je veux redire que ce sont bien les opérations – au plus loin comme sur le territoire national – qui sont la raison d'être de nos armées. Elles fondent notre légitimité et assurent notre crédibilité.

Après 2016, où l'engagement et l'efficacité de nos armées ont été unanimement salués, nous abordons 2017 avec la même volonté ferme d'être au rendez-vous de nos multiples missions qui s'inscrivent dorénavant dans la durée.

Mais nous devons, aussi et en parallèle, continuer à préparer l'avenir, et les succès de demain, avec – quand c'est nécessaire – des solutions autres que celles d'hier.

Pour cela, il nous faudra innover, oser et chercher à peser, de manière déterminante, sur les événements et les décisions, afin de préserver l'indispensable cohérence entre les menaces, les missions et les moyens.

Pour que ce vœu de cohérence devienne **la réalité que les Français attendent**, je souhaite que nos armées puissent disposer, en septembre prochain, d'un budget triennal à la hauteur de nos ambitions, puis d'une LPM en phase avec notre analyse stratégique ; c'est ce que j'appelle l'**effort de guerre**.

Pas dans trois ans – vous l'avez compris – mais dès la fin de l'année

2017. Le temps presse. La guerre est là !

Je suis, évidemment, disposé à vous répondre sur ce sujet crucial à l'issue de mon intervention, mais je voudrais d'emblée répondre à une question, que vous souhaitez me poser sans attendre, je le sens : pourquoi un effort de guerre ?

Vous le savez, le prix de la paix, c'est l'effort de guerre.

L'actualisation de la loi de programmation militaire 2014-2019 a marqué une première étape en mettant un terme inédit à la tendance baissière des trente-cinq dernières années. De même, l'exécution intégrale du budget 2016 vient attester d'une prise de conscience de la nécessité de respecter les engagements pris en matière de crédits. Je ne peux que me réjouir de tout cela.

Mais cet effort doit se poursuivre. Sans une augmentation du budget de la défense dès 2018, nous ne pourrions parvenir à maintenir notre modèle d'armée complet au service d'ambitions qui resteraient inchangées.

Le budget de la défense doit rallier la cible de 2% du PIB (pensions incluses), avant la fin du prochain quinquennat, comme l'a encore rappelé le Président de la République à l'occasion de ses vœux aux armées, il y a quinze jours, à Mont-de-Marsan.

Comme je l'ai moi-même écrit auparavant, cet effort ne pourra être ni allégé, ni reporté, quelques soient les difficultés de l'équation budgétaire étatique prévisionnelle. Il vise l'atteinte de trois objectifs qui, tous, concourent à la robustesse et à l'efficacité de nos armées :

- 1^{er} objectif : « **boucher les trous** », c'est-à-dire récupérer des capacités auxquelles il avait fallu renoncer temporairement, pour des raisons budgétaires, à un moment où le contexte sécuritaire et le niveau d'engagement étaient différents et où les capacités n'étaient pas – à ce point – menacées par le phénomène d'usure, conséquence du sur-emploi.
- 2^e objectif : **aligner les contrats opérationnels** simplement sur la réalité des moyens que nous engageons en opérations, aujourd'hui. Vous savez, mieux que quiconque, que ces contrats, détaillés dans le Livre blanc, sont, désormais, très en-deçà de l'engagement réel et actuel de nos forces.
- 3^e objectif : **assurer l'indispensable crédibilité de la dissuasion nucléaire** par le renouvellement de ses deux composantes, océanique et aérienne. Pour être soutenable, l'effort doit être lissé sur les quinze prochaines années ; il en va de la cohérence de notre indépendance nationale au moment du retour des États-puissances.

Dans un monde de plus en plus incertain, où la surprise et la contingence sont omniprésents, la sécurité ne peut s'envisager qu'avec un outil de défense agile, réactif et bénéficiant d'un facteur de masse suffisant. Ces conditions ne se trouvent réunies que dans un modèle complet capable d'agir à 360°.

C'est donc désormais à la concrétisation de cette volonté, dès 2018, que nous devons travailler, sans esprit de recul. C'est elle qui permettra à nos ambitions de demeurer inchangées et à notre modèle de perdurer. C'est elle qui nous permettra d'amorcer l'effort de guerre nécessaire et de remonter en puissance nos armées, largement entamées par les dividendes de la paix puis par les conséquences de la RGPP et usées par le niveau d'engagement qu'exige le durcissement du contexte.

Pour y parvenir, et c'est là mon 2^e message, il nous faut une méthode

Les évolutions stratégiques des années 2015-2016 et l'usure du modèle imposent que nous procédions à une adaptation rapide de nos contrats opérationnels et de notre modèle d'armée, sur la base d'une analyse actualisée du contexte sécuritaire.

La conduite d'une **revue stratégique** répond à ce double impératif d'actualisation et d'urgence. Nous n'avons pas deux ans pour repartir d'une page blanche et rédiger un nouveau livre blanc. N'offrons pas cette opportunité à l'ennemi. Analysons et agissons rapidement.

C'est la raison pour laquelle, l'état-major des armées travaille d'ores et déjà à sa préparation. Ces travaux sont essentiels. Ils conditionnent l'élaboration et l'adoption d'une nouvelle **LPM, fin 2017**, pour bâtir, sur des bases saines, une trajectoire cohérente de remontée en puissance sur les années 2018-2019-2020. Pas de pause en 18-19 au risque de perdre, non seulement, deux années mais surtout des aptitudes que nous ne serons pas en mesure de maintenir. D'autant qu'à partir de 2020, l'effort sera porté sur le nucléaire (on passera de 3,4 Mds d'euros à 6 Mds d'euros par an). Le conventionnel doit être traité, pour l'essentiel, entre 2018 et 2020, au risque de faire l'objet d'un phénomène d'éviction. Pas de pause, quelle que soit, par ailleurs, l'équation budgétaire, délicate pour l'Etat français. Les souverainetés économiques et de défense ne s'opposent pas. Elles s'additionnent.

J'en arrive à mon 3^e message : l'impératif de mobilisation et d'unité

Aux avis des commentateurs et aux affirmations des observateurs, qui ne manquent jamais – vous pouvez me croire – nous devons opposer la force, la crédibilité et la cohérence de nos jugements et de notre action.

Pour y parvenir, une exigence d'unité s'impose, bien évidemment, à ceux qui sont à la manœuvre, mais pas seulement. En réalité, la communauté militaire dans son ensemble tirera avantage de la dynamique, de l'élan et de la force qui sont la rançon de l'unité.

Je vous l'ai dit plus haut, c'est tous ensemble que nous agissons. C'est pourquoi, je vous remercie pour votre implication – quels que soient votre rôle et vos responsabilités. C'est aussi pourquoi je vous encourage à rester en contact ceux qui sont en charge des dossiers.

J'ai besoin de sentir un même élan traverser l'ensemble de la communauté militaire. La situation l'exige. Les bonnes intentions ne suffisent plus. Nous avons besoin de bonnes actions et d'un réel soutien.

Ce sont ces qualités qui nous permettront de relever les défis de 2017 et de tendre vers cette étoile qui nous guide : le bien commun.

Voilà ce que je voulais vous dire. Soyons fiers de nos armées. Soyons conscients des difficultés, sans pour autant verser dans le catastrophisme ni le pessimisme systématique qui paralyse et qui n'avance à rien. **Soyons dans l'action et non l'incantation.**

Chaque époque à ses difficultés. Il ne suffit pas de prévoir l'avenir ; il faut le permettre !

Pour cela, les forces morales sont précieuses. Elles sont le ressort et font la résilience de nos armées ; les cultiver est une obligation opérationnelle et vos actions associatives de soutien y contribuent très directement.

Voilà ce que je tenais à vous dire avant de partager davantage avec chacun d'entre vous autour d'une coupe de champagne, à la française. Cela fait partie du génie français !

Je vous souhaite à tous, très sincèrement, une excellente année 2017. J'associe à ces vœux vos familles, dont celle des membres et des volontaires de chacune de vos associations. Je vous demande de leur relayer mes chaleureux et sincères remerciements pour leur dévouement et leur action au service de nos armées, au service de ceux qui risquent leur vie, au service de leurs familles, et au service de notre pays et de son histoire militaire.

« *Le don de soi est un achèvement* »; pour vous-même mais aussi pour notre communauté militaire. Merci donc pour votre **engagement au service du succès des armes de la France !**

Je vous remercie et je suis prêt à répondre à vos questions si vous en avez

Le F-35 face à la seconde ère nucléaire

Le F-35 est en cours de déploiement opérationnel, au moment précis où une seconde ère nucléaire devient une donne stratégique première. Simultanément, un nouvel avion et un nouvel environnement géopolitique arrivent. Ce contexte stratégique génère des exigences sur l'avion lui-même et sur son rôle opérationnel aux États-Unis, et chez les Alliés qui en seraient dotés pour répondre à cette nouvelle ère.

Dans le questionnement évolutif concernant les opérations de haute intensité du XXI^e siècle, la flotte mondiale des F35 apporte une part de la réponse ; elle peut être caractérisée comme une capacité à la fois offensive-défensive valorisée par le besoin spécifique d'être la « pointe nucléaire de l'épée ».

La Seconde ère nucléaire

La convergence du retour des armes nucléaires comme moyens d'affirmation d'États-puissance sur la scène internationale et de l'émergence potentielle de nouvelles puissances nucléaires avérées ou au seuil technologique constitue ce nouvel âge nucléaire. Un élément largement ignoré dans le discours stratégique est que la supposition, selon laquelle les règles créées par les États-Unis et par l'Union Soviétique pendant la première ère nucléaire s'appliqueraient aujourd'hui, est inexacte.

Selon Paul Bracken, professeur à l'université de Yale: « *Pendant la première ère nucléaire, il n'existait essentiellement que la seule rivalité Est-Ouest. Un couple à deux est plus simple pour gérer toute provocation, la dynamique de leurs conséquences, ainsi que la maîtrise de la réduction du nombre d'armes. Aujourd'hui, la quantité de bombes est extrêmement réduite par rapport au niveau de la guerre froide, mais il existe une augmentation du nombre de protagonistes nucléaires. Ce qui change aujourd'hui, c'est le fait que les rivalités régionales ont aussi un impact international ; elles ont encore plus intégré le fait nucléaire dans les interactions internationales que lors de la guerre froide.* »¹

Cela est particulièrement vrai lorsque la Corée du Nord est devenue une puissance nucléaire dotée de capacités de frappe à grande distance. Face à cette menace, les États-Unis doivent concevoir une stratégie pertinente de décapitation du régime nord-coréen et d'élimination de sa capacité de frappe menaçant non seulement Washington, mais aussi ses Alliés tributaires de la dissuasion nucléaire étendue.

Cette stratégie consiste à disposer de capacités de défense et d'attaque utilisables qui permettent de diminuer l'aptitude, pour une petite puissance d'utiliser de façon crédible ses armes comme moyens d'intimidation et de chantage. Il ne s'agit pas d'une campagne politique en faveur d'un monde dénucléarisé, ni d'une stratégie de destruction assurée ; il s'agit d'avoir des forces nucléaires suffisamment intégrées au sein d'une force d'attaque de précision capable de vaincre une petite puissance nucléaire.

L'arrivée du F-35

Le F35 arrive à un moment où il y a un vrai besoin en matière de frappe de plus grande précision capable de détruire les systèmes de commandement et de contrôle ainsi que les lanceurs qui représentent des éléments de haute valeur stratégique pour une puissance nucléaire émergente. Le F35 représente une plate-forme de choix pour une telle mission, notamment quand il est interconnecté dans une force offensive et défensive où attaque et défense sont des capacités conjointes – sans solution de continuité – intégrées dans système décisionnel capable de prendre en compte des puissances proliférantes.

Les concepts militaires d'opération, les technologies, les tactiques, et l'entraînement du XXI^e siècle sont en pleine évolution, voire révolution. Le F-35 est au cœur de ce changement pour une simple raison : c'est une plate-forme révolutionnaire en soi, mais aussi, en raison de son impact sur le reste de la flotte de combat.

Le F-35 Lightning II restera dans l'histoire de l'aviation militaire comme inaugurant le tout premier cockpit doté de fusion de capteurs. Le F-35 est essentiellement un F/A/E-35 particulièrement efficace en matière de polyvalence lors de missions air-air, air-sol, et de guerre électronique. Les pilotes de combat américains et alliés vont partager de nouvelles tactiques et manières de s'entraîner. Avec le temps, une telle évolution, conduira à des changements que les chefs devront prendre en compte pour pouvoir commander efficacement et contrôler les futures batailles.²

L'impact d'une flotte intégrée de F-35 associée à la fusion de données à bord et à l'information distribuée à l'extérieur, permettra aux Américains et à leurs Alliés de repenser l'efficacité des opérations aériennes du XXI^e siècle. À partir d'un espace 3D qui offre une vision sur 360 degrés, chaque F-35 sera capable de se connecter et de diriger les engagements en redistribuant des informations aux autres plateformes air, terre, mer – y compris les drones et les plates-formes entièrement automatisées.

1. Bracken, Paul (2012-11-13). The Second Nuclear Age: Strategy, Danger, and the New Power Politics, Times Books Kindle Edition,
2. The F-35 and 21st Century Defence. 2016. https://www.amazon.fr/F-35-21st-Century-Defence-English-ebook/dp/B01FA3P5YM/ref=sr_1_1?ie=UTF8&qid=1488199420&sr=8-1&keywords=laird+f-35

En tant que flotte, le F-35 est une flotte intégrée ayant la capacité de partager des données sur des grandes distances au travers de systèmes de communication novateurs. Ceci intervient au moment où les forces occidentales augmentent leurs capacités de mise en réseau de leurs forces et arrivent à la prochaine génération d'armements en apprenant le x tir coopératif ; une plate-forme identifiant l'objectif et guidant un armement qui a été largué par une autre plate-forme. Le F-35 est le premier avion de chasse tactique doté d'une architecture logicielle ouverte permettant la modernisation des différents standards ; la mise à jour logicielle sera déterminée par les retours d'expérience en matière de combat aérien.

L'évolution de la prochaine génération d'armement sera extrêmement interactive avec chaque nouveau logiciel du F-35, soit en termes d'intégration de ces armements à bord du F-35, soit en raison de la capacité de diriger des frappes par le biais d'autres plates-formes, « pilotées » ou non.

L'architecture offensive-défensive

Le XXI^e siècle apporte une évolution technologique qui retire toute barrière entre les systèmes d'armes offensifs et défensifs. Est-ce que la défense antimissile est un système purement défensif ou fait-il partie d'une stratégie globale offensive ou défensive ? Le nouvel avion de 5^e génération n'est pas seulement un avion de combat multi-missions, mais surtout il peut être utilisé pour des opérations dans la profondeur de nature défensive ou offensive.

Aujourd'hui de nombreux systèmes sont caractérisés par leur capacité spécifique à créer physiquement un maillage opérationnel et peuvent donc être utilisés comme soutien à une frappe ou à une action défensive dans le cadre d'une approche intégrée. Au XX^e siècle, la montée en puissance était construite sur la notion de gesticulation-démonstration. En mettant en avant une capacité de combat particulière (groupe aéronaval, groupe amphibie, ou le déploiement d'une escadre aérienne), l'objectif était d'avertir un adversaire potentiel de sa présence et de prouver sa volonté d'agir. Si besoin, des forces supplémentaires étaient envoyées en renfort pour établir un rapport de force dans une escalade du conflit.

Avec les nouveaux systèmes multi-missions – avions de chasse de cinquième génération et Aegis par exemple – la capacité de soutenir une frappe ou de se défendre dans le cadre d'une seule opération intégrée est essentielle. Avec cette technologie, l'adversaire n'est pas certain qu'il s'agisse simplement d'un avertissement. En concevant un système de systèmes, à la fois et simultanément, remplissant les fonctions de commandement, de contrôle, de surveillance et de renseignement (appelé C5ISR) combinant et liant étroitement les plateformes et les senseurs, cela permet de mailler et de maîtriser un théâtre d'opérations par une structure en nid d'abeille ; une architecture, permettant conjointement l'attaque et la défense peut permettre de dissuader ou d'empêcher un agresseur de conduire des opérations militaires victorieuses.

Consubstantielle à une telle architecture est la capacité de déploiement de moyens aériens adaptés au juste besoin et de commandement centralisé, restant par exemple en métropole (*reach-back*). En déployant une structure maillée (*honeycomb*), les effecteurs/tireurs dans cette architecture peuvent échanger mutuellement leurs informations pour valoriser l'ensemble des acteurs constituant la « grille » de l'opération pour des actions soit défensives, soit offensives.

L'intégration de l'armement nucléaire au sein de l'architecture offensive-défensive

En cas de situation de guerre face à une puissance nucléaire mineure, une planification seulement conventionnelle n'est pas suffisante ; il est indispensable d'intégrer les frappes nucléaires dans la planification initiale – en fournissant des moyens de façon à dissuader l'adversaire d'utiliser en premier ses armes nucléaires – ou tout système qui ne pourrait être neutralisé lors de l'attaque de ses C2, lanceurs, ou dépôts. Il s'agit de concevoir dès l'origine une capacité offensive-défensive crédible capable effectivement de vaincre une puissance nucléaire mineure. Il ne s'agit pas de rester au niveau du vœu pieu ou de règles d'engagement conçue au cours de la première ère nucléaire ; il s'agit d'entrer dans une période au cours de laquelle l'emploi de l'arme nucléaire peut être une nouvelle fois envisagé.

La Marine américaine appelle ce type de capacité la "létalité distribuée" ("*distributed lethality*") ou le "réseau fatal" ("*kill web*"). Le concept consiste en une frappe susceptible d'être réévaluée et redistribuée au travers d'un réseau dans le cadre d'une menace de haute intensité.

Il est essentiel que la conception de telles armes, pouvant être intégrées dans une force maillée/distribuée, prenne en compte un usage très limité et exclusif. C'est pourquoi ces charges nucléaires, qualifiées historiquement de tactiques, associées à des technologies de tir modernes deviennent un sujet d'intérêt majeur. Ceci fournit donc une dissuasion fondée sur des capacités potentielles d'emploi réel et non sur une logorrhée accompagnant un ballet diplomatique.

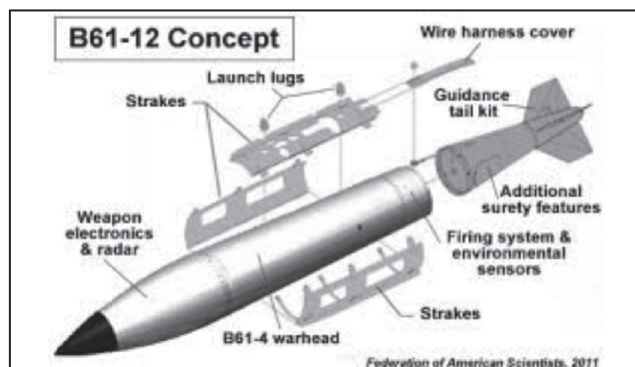
Le F35 associé à des armes de faible intensité nucléaires pourrait être une partie importante de cette évolution. La capacité du F35 à maîtriser la situation tactique sur 360 degrés et à déterminer avec une très grande précision les coordonnées d'un objectif de manière passive en fait une plate-forme idéale pour la délivrance d'armes nucléaires de faible puissance contre des cibles appropriées lors d'une campagne contre des petites puissances nucléaires agressives.

La conception de nouveaux armements en liaison avec l'évolution du F35 et d'autres vecteurs, tels que les armements hypersoniques, doit faire partie de l'effort pour faire face à la deuxième ère nucléaire. Ceci est clairement lié à l'évolution des armes et de leurs systèmes associés tels les logiciels de tir dans un avion interactif en perpétuelle évolution pour optimiser ses performances.

L'approche actuelle du F35 et des armes tactiques nucléaires

Le F35 en est à son quatrième standard (Block IV) ; les armes nucléaires seront intégrées dans cette évolution. Cette capacité opérationnelle sera effective en 2018, mais les essais et l'intégration de l'avion de chasse avec cette arme nucléaire pourront prendre plus longtemps.

Pour l'instant, seul le F-35A est pris en compte pour délivrer les armes nucléaires, mais il sera possible de faire également évoluer le F-35C (basé sur un porte-avion). Le directeur de programme F-35, le lieutenant-général Bogdan a déclaré que le F-35 sera équipé de l'arme tactique nucléaire B61 modernisée. Cet armement est en cours de développement, une phase d'expérimentation et de certification doit suivre. Selon Bogden : « *Nous ne verrons pas le mariage de nos capacités avec ce type d'armement avant le milieu des années 2020, mais cela se fera.* »³ Le département de l'énergie (DOE) est responsable de l'arme et l'armée de l'air (USAF) du kit de guidage.



Le B-61-12 est une arme de faible intensité pouvant être délivrée à plusieurs kilomètres de sa cible. Utiliser un avion équipé de capteurs intégrés associés à une capacité d'acquisition de cible en environnement passif avec une arme nucléaire de faible intensité peut offrir une nouvelle boîte à outils au sein d'une stratégie de combat appropriée à la menace représentée par les petites puissances nucléaires ou en termes de dissuasion d'une puissance telle que la Russie. Celle-ci a récemment menacé d'utiliser les armes tactiques nucléaires contre les pays de l'OTAN – notamment en Europe du Nord.

Le cas de la Corée du Nord

Malheureusement pour beaucoup de stratèges, la Corée du Nord d'aujourd'hui est perçue comme un modèle de la dernière guerre avec un concept d'attaque par vagues de forces conventionnelles engagées vers le sud. Cela ne prend pas en compte, non seulement, la possession d'armes nucléaires et de missiles mais aussi l'isolement du régime qui aura son propre calcul par rapport à une guerre dont le déclenchement pourrait se compter en heures et en minutes non après des jours d'engagement des Nations-Unies, des Sud-Coréens et des États-Unis.

Le défi majeur est l'intégration des têtes nucléaires coréennes dans les systèmes mobiles de lancement. Cela veut dire qu'il faut avoir une capacité de ciblage dynamique de lanceurs alors qu'ils sont en train d'être déployés. Le F35 en tant que système qui peut détecter puis délivrer une frappe est clairement une plate-forme efficace pour concevoir une réponse adaptée.

Une manière pour les États-Unis d'alerter la Corée du Nord, que nous sommes dans la nouvelle donne de la seconde ère nucléaire, est de changer la structure de commandement. Il n'est pas logique d'avoir un officier de l'armée de Terre en charge des forces américaines déployées en Corée du Sud. Il serait préférable d'avoir un officier de l'armée de l'air en fonction de commandeur et de se concentrer directement sur les capacités de frappes des forces américaines et de leurs alliés contre Pyongyang dans les premiers moments d'une guerre éventuelle. Ce n'est pas aux GI Américains d'assurer la défense principale de la Corée du Sud, mais plutôt à la Corée du Sud de le faire avec le soutien des capacités de défense antimissile basées au sol, en mer, et aéroportées des Américains et de leurs Alliés intégrées dans un plan d'ensemble d'attaque et de défense qui pourrait venir à bout des missiles balistiques et des forces d'assaut nord coréennes.

Avec un changement de stratégie envers la Corée du Nord qui augmenterait les capacités sud-coréennes et américaines de frapper la Corée du Nord et de détruire ses capacités militaires nucléaires, nous devrions voir apparaître au sein de l'arsenal de combat des capacités de frappes nucléaires.

La Corée du Nord est un cas d'étude, mais nous devons être conscients que nous sommes dans un monde où il existe plusieurs pays comme celui-ci dont les intérêts et les stratégies sont très différents des nôtres.

Une politique de dissuasion déclaratoire n'est pas suffisante, une stratégie purement conventionnelle n'est pas réalisable, mais une force offensive-défensive intégrant une capacité nucléaire de pointe l'est.

Par Robbin Laird, Analyste de défense
Ancien conseiller du Secretary of the USAF Michael Wynne

3. <http://www.airforcemag.com/DRArchive/Pages/2015/September%202015/September%2023%202015/Only-USAf-Making-F-35-Dual-Capable.aspx>

L'arme aérienne et le fait nucléaire

Arme de choix et du choix au service de la paix

Les nations, possédant des forces nucléaires, ont toujours vu dans cette arme, la garantie fondamentale de leur autonomie stratégique et de leur liberté d'action. Cruciale durant la guerre froide, cette vérité s'est renforcée durant les années quatre-vingt-dix avec l'émergence de pays dotés d'armes de destruction massive. Garantir le choix qui « *ne serait pas entre l'anéantissement complet d'un pays ou l'inaction* »¹ dans le cas d'une menace sur nos intérêts vitaux exercée par ces pays, telle est une des vocations premières des forces nucléaires. Comment l'arme aérienne peut-elle répondre, entre autres, à la volonté du Président, de ne pas être bloqué dans ce choix ? Cette problématique va servir de toile de fond à mon exposé.

Arme crédible en dissuasion car un jour elle a été employée en coercition

Tout d'abord, il est nécessaire de préciser que le seul emploi de l'arme nucléaire a été dans une action de coercition. À la fin du premier semestre 1945, l'ultimatum de Potsdam² n'est pas compris par les Japonais comme une rupture par rapport à l'usage massif de forces aériennes conventionnelles ; les Américains échouent donc dans leur tentative à faire céder l'empereur japonais. La décision prise par le président Truman de larguer une bombe sur deux villes japonaises marque la volonté de clore définitivement la seconde guerre mondiale et de rétablir une stabilité internationale. Ces deux missions aériennes eurent raison de la détermination extrémiste du général Anami et surent atteindre directement l'échelon politique. C'est l'empereur lui-même qui prononça officiellement le 15 août la reddition annoncée la veille sur les ondes radiophoniques. L'action de coercition soutenue par l'emploi de l'arme nucléaire a réussi à éviter le combat sans merci des troupes terrestres dans une confrontation du type « force contre force », confrontation souhaitée ardemment par les Japonais. Si choc psychologique il y eut, les effets destructeurs de cette arme nucléaire furent, cela dit, du même ordre que ceux engendrés par les bombardements de Tokyo par exemple. Cette comparaison apparaît clairement dans la doctrine de l'USAF d'ailleurs³. En effet, conformément à la stratégie du général Le May, sept raids aériens américains, soit au total plus de 300 B-29, avaient déversé 1200 tonnes de bombes, réduisirent en cendres 90 km² de la surface de la capitale nipponne et firent plus de 120 000 morts. Toutefois, ces raids n'avaient pas suffi à faire céder les chefs militaires japonais⁴. Hiroshima symbolise une action unitaire : largage d'une arme unique par un seul avion (parmi les 2500 exemplaires construits) conduit par un équipage ; cette forte singularité s'inscrit dans le nom même de ce B29, Enola gay dont l'anagramme alone signifie « seul ».

Cette disproportion fut très certainement la source de ce choc psychologique. En cela, apparaît et a été démontré le caractère coercitif ultime de l'arme aérienne qui peut donner au politique le moyen crédible de faire céder l'adversaire par la mise en action de frappes uniques. Ainsi, le nucléaire donne à la dimension stratégique de l'arme aérienne sa toute première importance⁵.

Arme visible et démonstrative

Clairement visible, l'arme aérienne nucléaire eut et conserve le caractère très démonstratif de puissance voulue par les États-Unis. La volonté de préserver leur savoir-faire et d'interdire toute exportation des techniques au sujet de l'arme poussa les autres pays à développer leur propre arsenal national. Mais développer un potentiel nucléaire ne suffit pas, il faut démontrer aussi sa compétence à maîtriser l'intégralité de la mise en œuvre du système, ce qui nécessite de développer une expérience certaine. Dans les années cinquante, les Britanniques, après avoir acquis l'arme, voulurent le valider aux yeux du monde. Si le premier tir réel eut lieu dans le Sud australien le 11 octobre 1956 à partir d'un bombardier Valiant avec une bombe A⁶, la validation thermonucléaire fut obtenue en avril 1958 lors du tir d'une bombe H⁷ par un bombardier Vulcan. La génération des Bombardiers V était née outre-manche. Pour notre part, les Forces aériennes stratégiques prirent la première alerte le 08 octobre 1964, alors que la première bombe française avait explosé en février 1960. Elles donnèrent à la France sa capacité de dissuasion

1. Extrait du discours prononcé par le président de la République devant les auditeurs de l'IHEDN le vendredi 08 juin 2001, École militaire, Paris.

2. Le 26 juillet 1945, les Alliés, qui étaient réunis à Postdam, exigèrent de Tokyo une capitulation inconditionnelle, sous peine de « *destruction totale* ». Les Japonais refusèrent de se rendre.

3. « *Fire bombs can be used to destroy a wide area ; consider that the destruction caused by dropping such weapons on Japanese cities in World War II exceeded that caused by detonating the atomic bombs over Hiroshima and Nagasaki* », Nuclear Operations, AFDD 2-1.5, 15 juillet 1998.

4. Par exemple, dans la nuit du 1^{er} au 2 août 1945, 820 bombardiers B-29 larguent un total de 6.632 tonnes de bombes sur 5 villes japonaises : Hachioji, Nagaoka, Mito, Toyama et le centre pétrolier de Kawasaki. Ces bombardements font plus de 80 000 morts et la ville de Toyama est quasiment rasée.

5. « *The influence of atomic energy on airpower can be stated very simply. It has made airpower all-important* », General Hap Arnold, 1945.

6. Blue Danube

7. Green Granite Large Bomb

nucléaire. Le général de Gaulle, soucieux de démontrer toute la dimension de la France à être une puissance à part entière, décida en septembre 1964 l'opération Tamouré, consistant au largage d'une bombe An 21 au Centre d'Essai du Pacifique. Un Mirage IV et deux C135 décollèrent de Mont-de-Marsan. Le 19 juillet 1966, le Mirage IV, mené par l'équipage Du Broca-Caubert, largua la bombe. L'opération fut une réussite. La triade Mirage IV-An21-C135 démontra dans son intégralité la validité du système dissuasif.

De même, aujourd'hui, certaines nations entrées plus récemment dans le « cercle » des puissances nucléaires, tel l'Inde, montrent par leur participation à des exercices internationaux leur capacité à projeter à plusieurs milliers de kilomètres leurs avions de combat. De la sorte, elles révèlent qu'elles ont acquis la dimension stratégique. Ainsi, la composante aéroportée, (comme l'affirme la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées sur le projet de loi de finances 2005) : « ...mise en œuvre depuis le sol ou depuis le porte-avions, [elle] peut contribuer de manière plus visible à l'exercice de la dissuasion ».

Arme flexible et réversible

Contribuer de manière plus crédible à l'exercice de la dissuasion entre complètement dans la pensée exprimée par le chef d'État-major des armées, le Général Henri Bentégeat : les moyens de la dissuasion doivent offrir au président de la République un éventail élargi de modes d'actions. En effet, « l'exercice de la stratégie de dissuasion » se concrétise par la relation contiguë entre l'action du politique et l'état des forces nucléaires. En effet, dans un contexte de relations interétatiques tendues où notre pays connaîtrait un degré très élevé de risques pour ses intérêts vitaux, le pays pourrait subir à son encontre un scénario de chantage⁸ ou de menace susceptible d'évoluer vers une coercition voire un asservissement. Les moyens nucléaires pourraient être rapidement mis en condition ; dans tous les types de scénario d'exercice de la dissuasion face à une menace majeure et/ou régionale, cela se traduirait pour la composante aéroportée par la possibilité d'une montée en puissance visible, flexible et réactive qui peut d'ailleurs se segmenter en différentes étapes de mise en œuvre (déploiement des avions, armement, alerte au sol, alerte en vol). Ces étapes de mise en œuvre seraient un support concret et pragmatique au discours et à l'action dissuasive de l'autorité politique.

C'est ainsi qu'en 1962, lors de la Crise de Cuba, tous les moyens du Strategic Air Command furent déployés sur le sol américain et prirent l'alerte. Pour la première fois dans l'histoire des États-Unis, dès le 20 octobre, le SAC fut placé au niveau Defcon 2, pénultième degré de la montée en puissance des forces. Tous les avions étaient armés et prenaient l'alerte à 15 minutes. Le 22 octobre, les B-52, de façon massive, tinrent l'alerte en vol avec une relève toutes les 24 heures.

Cet événement fut la preuve flagrante que l'arme aérienne, par sa réversibilité et par sa démonstrativité, accompagne l'action politique. Élément que mettent toujours en avant les Américains dans leur doctrine opérationnelle en rappelant par le terme « *recallable* » toute la souplesse qu'apporte l'arme aérienne à la gestion d'une escalade de crise⁹.

Au total, depuis la fin de la seconde guerre mondiale, douze fois, le pouvoir américain mit les moyens du SAC en alerte, que ce soit lorsque le territoire américain était directement menacé ou lorsque la situation internationale l'exigeait, notamment lors du blocus de Berlin, de la guerre de Corée, des crises de Suez et en mer de Chine, ou durant la guerre du Kippour...

Première arme de souveraineté garantissant autonomie stratégique et liberté d'action conventionnelle

La crise du canal de Suez servit d'enseignement aussi pour la France. En effet, si l'opération militaire fut un succès sur le terrain, s'en suivit un échec politique d'importance par l'injonction faite à la France de se retirer du Canal. L'ultimatum du Maréchal Boulganine et ses conséquences firent prendre rapidement conscience aux autorités politiques de l'époque qu'un pays, pour se faire respecter sur le plan international et pour éviter tout contournement de son action militaire, doit impérativement posséder l'arme stratégique, l'arme nucléaire. Guy Mollet, président du Conseil, affirma lui-même que s'il avait eu la bombe, jamais il ne se serait retiré du Canal. En novembre 1956, soit deux semaines après la fin de la crise de Suez, c'est l'accélération du programme de développement par le commissariat à l'énergie atomique de la bombe nucléaire française, qui sera d'abord l'arme aéroportée AN11, mais c'est aussi la fabrication (en un temps record) du bombardier stratégique Mirage IV. Le choix

8. « On ne sait jamais d'où peut venir la menace, ni d'où peut venir la pression ou le chantage. » Propos du Général de Gaulle, 09 mai 1962, rapporté par Alain Peyrefitte, dans son ouvrage C'était de Gaulle, 1994.

« Nos forces nucléaires sont [...] adaptées pour faire face à une diversité de scénarios de chantages et de menaces auxquels nous expose, d'une façon de plus en plus plausible, le développement d'armes de destruction massive dans le monde. », Discours du Premier ministre devant les auditeurs de l'IHEDN, Ecole militaire, Paris, octobre 2003.

9. « Bombers provide a flexible and recallable nuclear capability, which is essential in escalation management. », Doctrine for joint nuclear operations, JP 3-12, final coordination 15 mars 2005.

de l'arme aérienne comme vecteur de la bombe avait été motivé par la rapidité de mise en place de cette force et par la relative faiblesse de son coût¹⁰. Devenu priorité politique absolue, à la naissance de la Ve République, le programme se concrétisa par la présentation en vol du Mirage IV en juin 1959 au salon du Bourget et par l'explosion, le 22 février 1960, de la première bombe nucléaire française¹¹, saluée par cette célèbre phrase de Michel Debré : « *La France a retrouvé sa voix.* »

La crédibilité de la dissuasion passe aussi par le développement d'une technologie propre à la nation. La mise sur pied d'une force nucléaire nationale par les Britanniques et par les Français fut fort critiquée par les Américains : Monsieur Robert McNamara, lors du sommet de l'Otan de Juillet 1962 à Athènes, estima que des forces nucléaires indépendantes étaient dangereuses. C'est pourquoi, fin 1962 furent proposés les accords de Nassau, accords qui eurent lié Français et Britanniques aux Américains par renoncement au développement d'une technologie nationale pour profiter du vecteur américain : le Polaris, remplacé par le Trident depuis. Les Britanniques acceptèrent, pas les Français. De Gaulle expliqua ainsi sa décision : « *Les Anglais ont vendu leur droit d'aînesse pour un plat de Polaris. [...] Ce qui est sûr c'est que la force nucléaire des Anglais ne pourra plus être un élément de leur politique nationale. Ils perdront toute liberté d'action.* » Aujourd'hui, les réflexions sur le renouvellement de la force de dissuasion britannique ont commencé. David Cracknell, responsable du service politique du *Sunday Times*, affirme dans son papier du 17 juillet 2005 que certains, tel Geoffrey Hoon¹², ancien secrétaire à la Défense de Monsieur Blair, sembleraient plus ouverts à l'étude d'un système implanté à terre ou à bord d'avions. Il reconnaît par ailleurs la dépendance croissante de la force nucléaire balistique sous-marine britannique vis-à-vis des Américains¹³. À la fin des années quatre-vingt, le lancement du programme français ASLP (Air sol longue portée), proposé aux Britanniques, offrait l'occasion de développer un armement aéroporté permettant à la Grande-Bretagne de maintenir une certaine indépendance vis-à-vis des Américains. Programme né trop tôt ? L'ajournement britannique en 1990 et son abandon définitif en 1993 ont sonné, pour deux décennies, le glas d'une composante nucléaire aéroportée de nature européenne. Depuis, la reconnaissance des liens forts qui unissent les intérêts vitaux des deux pays¹⁴ donne la dimension de crédibilité politique (qui a peut-être manqué pour l'ASLP) à une potentielle coopération technologique future.

Arme de double potentialité

« [La] complémentarité est d'un intérêt essentiel pour la crédibilité de la dissuasion [...], chaque composante ayant ses qualités intrinsèques, parmi lesquelles on peut citer, par exemple, l'invulnérabilité pour la composante océanique et la précision pour la composante aéroportée. »¹⁵ Au-delà du critère de précision incontesté, c'est un élément de sanctuarisation, après l'arrêt de la composante balistique sol-sol pour la France. L'arme aérienne possède l'avantage, comme l'expliquent très bien les Américains dans leur doctrine, de pouvoir être mise en œuvre de façon identifiable à partir du territoire face à tout type de menace. La signature de l'action est ainsi sans confusion possible.

Par la dimension stratégique que lui confère le ravitailleur, l'arme aérienne peut très bien atteindre un endroit du globe, en transitant par les espaces internationaux, et pénétrer profondément les défenses adverses tout en préservant l'équipage¹⁶ par le tir d'un missile à distance de sécurité.

Pour une action limitée, cette double potentialité de l'arme aérienne permet de ne pas compromettre la composante balistique, mise en œuvre à partir des sous-marins nucléaires lanceurs d'engin. Dans le contexte d'un conflit régional, l'arme aérienne trouve toute sa valeur. Cette valeur est très bien exprimée par Bruno Tertrais, dans son article paru dans la revue *Défense* : « *La composante aérienne permet également de disposer d'une capacité de frappe adaptée visible, n'entamant pas notre potentiel de tir en second, et sans confusion possible avec une frappe massive. Une telle capacité serait précieuse face à une puissance régionale qui menacerait nos intérêts vitaux, ou pour l'exercice de l'ultime avertissement.* »

10. Général Delachenal, témoignage oral, n° 502 SHAA.

11. Gerboise bleue.

12. « *A small group of ministers including Geoff Hoon, the Secretary of State for Defence, is understood to be involved. Mr Hoon recently began studying papers on the options for a replacement. Defence experts said the replacement for Trident would still be based on submarines, which are less vulnerable to counter measures. New submarines could be built in British yards, saving thousands of jobs. Britain could buy the missiles "off the shelf" from the US. The front-runner is a new generation of cruise missiles, based on the RAF's air-launched weapon, Storm Shadow, with its range increased.* », Colin Brown, Deputy Political Editor, 02 mai 2005, [Http://news.independent.co.uk/politics/story.jsp](http://news.independent.co.uk/politics/story.jsp)

13. « *Depuis que la Grande-Bretagne a acheté le système Polaris en 1962, le pays a été de plus en plus dépendant des États-Unis.* »

14. « *Les intérêts vitaux de l'un ne peuvent être menacés sans que les intérêts de l'autre ne soient en danger.* » Déclaration commune de John Major et Jacques Chirac, Sommet de Chequers, 1995 « *Nous réaffirmons aujourd'hui les engagements pris en 1995. Nous ne pouvons pas imaginer une situation où les intérêts vitaux de l'un de nos deux pays – France et Grande-Bretagne – ne soient menacés sans que les intérêts vitaux de l'autre ne le soient aussi. Nos deux pays veulent adapter cet engagement au nouveau contexte stratégique.* » Déclaration commune de Tony Blair et de Jacques Chirac, Le Touquet, 03 février 2003.

15. Général d'armée Henri Bentégeat, "Dissuasion", *Défense nationale*, août-septembre 2004.

16. « *Weapon can penetrate heavily defended area without risk to crew. Weapon can be launched from international airspace.* », JP 3-12.1, 9 février 1996.

Arme d'alliance

Armée et mise en œuvre à partir d'un territoire, l'arme aérienne nucléaire permet de marquer l'engagement de chaque État. En Europe, cette matérialisation est assurée pour les pays de l'Alliance par le dépôt sur leur sol d'armes nucléaires américaines au profit de l'OTAN¹⁷, preuve de l'importance des liens intra-européen et trans-atlantique¹⁸. Ainsi, sept pays s'entraînent à la mise en œuvre d'armes nucléaires américaines, dans le cadre d'exercices OTAN. Cet entraînement est une concrétisation des valeurs communes qui lient ces différentes nations.

Les moyens de dissuasion française participent également au renforcement de ces liens puisque le Concept stratégique de l'Alliance de 1999 reconnaît le rôle joué par notre dissuasion dans la sécurité globale des alliés¹⁹. Cette idée d'arme au service d'une communauté d'États est clairement exprimée par le président de la République qui appelle de ses vœux, dans son discours prononcé à l'École militaire en juin 2001, que nos moyens nucléaires contribuent à la sécurité de l'Europe.

Arme polyvalente de souveraineté, d'action conventionnelle et de prévention

Les avions capables d'emporter les bombes nucléaires de l'OTAN ne sont pas strictement dédiés et sont appelés « avions à double capacité »²⁰. Preuve de la grande polyvalence de l'arme aérienne. En effet, si les avions des différents pays ne sont pas dédiés uniquement à l'emport des armes nucléaires de l'OTAN, cette vérité se confirme dès l'origine. En 1945, Omar Bradley, futur chef d'État-major des armées des États-Unis d'Amérique reconnaît le rôle fondamental de la puissance aérienne. Selon lui, elle a la double qualité d'être à la fois une force dissuasive qui peut éviter la guerre et en même temps, dans le cas d'une guerre, être une force dévastatrice qui peut détruire le potentiel de l'ennemi et saper totalement sa volonté de faire la guerre²¹.

Aux USA, les B52, bombardiers stratégiques du SAC de la guerre froide furent engagés dans des missions conventionnelles, depuis la guerre du Vietnam jusqu'à la lutte contre le terrorisme en Afghanistan. De même, l'engagement des bombardiers V dans la guerre des Malouines fut emblématique pour les Britanniques. Enfin, je soulignerai, pour la France, que les Mirage 2000N de l'escadron de chasse 02.004 La Fayette furent projetés dans les Balkans dans les années quatre-vingt dix et assurèrent la première mission de tir réel de l'Otan en Croatie en 1994 en tirant des bombes d'usage général Mark 82. Aujourd'hui, encore, la participation du 2000N à de nombreux exercices nationaux mais aussi internationaux et interalliés prouve sa capacité à pouvoir être engagé sur des théâtres conventionnels dans des missions conventionnelles. Dernière preuve de cette polyvalence, les avions des escadrons des FAS, munis d'armes guidées laser, prennent l'alerte OTAN dans le cadre de la NRF 5²². Mais la polyvalence ne se limite pas à l'action offensive. En effet, dès les années soixante-dix, une nouvelle mission fut confiée au Mirage IV : la reconnaissance stratégique. C'est ainsi que les qualités développées pour la mission nucléaire (furtivité, rapidité, endurance...) furent utilisées pour des missions de reconnaissance. A l'emplacement même de la bombe était fixé un conteneur, le CT 52, qui permettait de prendre des photos haute résolution à basse et haute altitudes, de sorte qu'il fut utilisé par l'OTAN en Bosnie et au Kosovo, qu'il fut mis au service des Nations unies dans le cadre des opérations Tarpan et Aladin et qu'il fut aussi engagé dans la lutte contre le terrorisme en Afghanistan.

Arme au « coût modeste »

Cette polyvalence participe à amoindrir les coûts de cette composante, étant donné que les missions assurées ne sont pas exclusives à la dissuasion. De plus, les missions conventionnelles participent pleinement à la crédibilité de la dissuasion. En effet, lorsqu'un Mirage 2000N tire une arme conventionnelle sur un théâtre extérieur, il montre sa compétence à la pénétration et à la survie sur théâtre hostile. De même, les ravitailleurs, quand ils projettent des forces conventionnelles au loin, montrent la dimension stratégique acquise par une nation. Cet avantage fut bien

17. "In one of his last acts as president, in November 2000, Bill Clinton signed Presidential Decision Directive/NSC-74, which authorized 480 nuclear bombs to remain deployed in Europe.", Bulletin of the Atomic Scientists, 2004, Robert S. Norris and Hans M. Kristensen.

18. « La présence des forces nucléaires des États-Unis basées en Europe et destinées à l'OTAN établit un lien politique et militaire essentiel entre les membres européens et nord-américains de l'Alliance. », Les forces nucléaires de l'OTAN dans le nouvel environnement de sécurité, 20 juillet 2005, site internet de l'OTAN, <http://www.nato.int>.

19. « Les forces nucléaires indépendantes du Royaume-Uni et de la France, qui ont un rôle de dissuasion propre, contribuent à la dissuasion globale et à la sécurité des Alliés ». Extrait de l'article 62 du Concept stratégique de l'Alliance, approuvé par les chefs d'État et de gouvernement participant à la réunion du Conseil de l'Atlantique Nord tenue à Washington les 23 et 24 avril 1999.

20. « Au cours de la plus grande partie des années 70 et 80, l'OTAN a maintenu une large gamme de systèmes d'armes nucléaires, comprenant les mines terrestres nucléaires, l'artillerie nucléaire, les missiles air-surface (ASM), les bombes sous-marines, les missiles surface-air (SAM), les missiles surface-surface (SSM) à portée courte et intermédiaire, les missiles de croisière lanceur terrestre (GLCM) et les bombes à gravité larguées par des avions à double capacité (DCA). » Source, <http://www.nato.int>. Toutefois, sur les onze systèmes en service du temps de la guerre froide, l'OTAN a décidé de ne conserver, du fait du nouveau contexte stratégique, un seul et unique système nucléaire déployé dans les États de l'OTAN : les bombes à gravité larguées par des avions à double capacité (DCA).

21. "Air power has become predominant, both as a deterrent to war, and – in the eventuality of war – as the devastating force to destroy an enemy's potential and totally undermine his will to wage war." General Omar Bradley.

22. Nato response force

perçu par la commission de la défense nationale et des forces armées dans son avis sur le projet de loi de finances 2005²³, qui précise par ailleurs que cette dualité de missions permet de réduire les coûts de la composante aéroportée de la dissuasion.

Ce coût, Bruno Tertrais le qualifie par ailleurs de « modeste ». Car il se limite selon lui au développement et au maintien en condition du missile. Ainsi, se passer de cette composante serait une hérésie puisque ce serait se priver, pour un « coût limité », de la complémentarité qu'elle apporte, entre autres, dans les modes de pénétration²⁴.

Cet avis est aussi partagé par la commission de la défense nationale de l'Assemblée nationale qui, dans son rapport 2004, insiste sur son apport fondamental à la crédibilité de la dissuasion. Les évolutions techniques renforcent les qualités intrinsèques de l'arme aérienne de sorte qu'elle est particulièrement « intimidante » dans l'exercice de la dissuasion²⁵.

Arme du présent et du futur

C'est ainsi que les évolutions en cours et le renouvellement de la composante aéroportée sont établies pour que, à terme, le modèle de trois escadrons Rafale/ASMPA soit opérationnel. La phase de transition commencera en 2008 avec la mise en service opérationnel de l'ASMPA qui se caractérisera par une portée et par une capacité de pénétration des défenses adverses nettement supérieures à celles de l'ASMP. De même le Rafale, bénéficiant des dernières évolutions techniques, sera plus discret que le Mirage 2000N et possèdera pour garantir sa sécurité des systèmes d'autoprotection et d'autodéfense de dernière génération. En outre l'amélioration très sensible des qualités de son système de navigation permettra de tirer avec une excellente précision le missile nucléaire. Pour l'allonge stratégique, l'armée de l'air réfléchit actuellement à un nouvel avion de ravitaillement en vol, fondamental dans la mission de dissuasion.

Le renouvellement du matériel de la composante aéroportée respecte la volonté du politique exprimée au travers de l'avis présenté par monsieur Xavier Pintat au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées sur le projet de loi de finances 2005, adopté par l'Assemblée nationale en séance du 25 novembre 2005. « Ainsi, nos forces nucléaires doivent être en mesure de menacer de manière crédible une plus large gamme d'objectifs, afin de garantir la dissuasion en toutes circonstances. La modulation de la puissance explosive des têtes nucléaires et le renforcement de leurs capacités de pénétration, la variété des types de vecteurs et l'amélioration de leur portée et de leur précision, la possibilité de définir les cibles les plus pertinentes compte tenu des circonstances, sont autant de paramètres qui sont d'ores et déjà pris en compte pour l'évolution de notre dissuasion, à travers les différents programmes en cours. Ces différents éléments sont au centre des enjeux de la modernisation de nos forces nucléaires au cours des quinze prochaines années. »

Arme de choix dans le nouveau contexte stratégique²⁶

Ainsi, au travers des différentes déclarations et des diverses réflexions émanant d'horizons distincts mais complémentaires, on s'aperçoit qu'un certain nombre de qualités sont attribuées à l'arme aérienne, qualités fort utiles à l'exercice de la dissuasion : précision, souplesse, réversibilité, flexibilité, démonstrativité, visibilité. Cette visibilité supporte, en adéquation totale l'action du politique, elle permet de repousser au plus loin la ligne de rupture qui ferait passer de l'exercice de la dissuasion à l'apocalypse. La mission de dissuasion fut dès son origine l'« intimidation ». Pour intimider de façon crédible, il faut se montrer et être vu. C'est bien tout le sens que prend l'expression exercer au quotidien la dissuasion, en respect complet de ce que préconisait le général de Gaulle, lors d'un entretien avec son gendre le général de Boissieu, sur les moyens nucléaires : « à quoi bon perfectionner l'apocalypse, il vaut mieux faire l'effort sur ce qui se passerait avant »²⁷.

Général de corps aérien Pierre-Henri Mathe Commandant les Forces aériennes stratégiques Colloque
Dissuasion, 23-24 septembre 2005

23. « Il convient de noter que les FAS offrent un usage en quelque sorte dual. Actuellement, environ 15% des missions assurées par les Mirage 2000N sont strictement d'ordre nucléaire (5% pour les ravitailleurs). Toutefois, la séparation entre nucléaire et conventionnelle est parfois artificielle : une mission de projection lointaine conventionnelle lors d'un exercice participe également d'une certaine manière à la crédibilité de la dissuasion. [...] Le coût de la composante aérienne est donc relativement réduit ».

24. « La composante aérienne demeure tout autant indispensable. Pour un coût modeste - limité pour l'essentiel au développement et au maintien en condition du missile - elle nous permet de disposer d'une véritable complémentarité des modes de pénétration... », Bruno Tertrais, revue Défense, mars-avril 2004.

25. « Le maintien de la composante aéroportée et l'amélioration de ses performances [...] participent largement à la crédibilité de la dissuasion, notamment par rapport à des puissances régionales. Sa capacité d'adaptation de la frappe à la menace, sa précision et la « visibilité » de son déploiement lui confèrent une souplesse d'utilisation particulièrement intimidante. »

26. « Nuclear capable aircraft offer a greater degree of flexibility in escalation control because they may be a highly visible sign of resolve and once ordered to conduct a nuclear strike are recallable if necessary. Aircraft delivered weapons also provide strike capability across the range of nuclear operations. » JP 3-12, final coordination, 15 mars 2005.

27. Alain de Boissieu, Pour servir le Général, Plon, 1982